

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine

Bordeaux, le **25 SEP. 2015**

Mission Connaissance et Évaluation  
Dossier : F07215P0195

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de la région Aquitaine,  
Préfet de la Gironde,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire de demande d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F07215P0195 relatif au projet de construction de cinq bâtiments pour une surface de plancher de 32 840 m<sup>2</sup> dans l'enceinte de l'établissement Turbomeca sur la commune de TARNOS (40), formulaire reçu complet le 25 août 2015 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 11 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté portant la décision d'examen au cas par cas n°F07215P0149 en date du 31/07/2015 dispensant d'étude d'impact un défrichement d'une surface de 1,97 ha préalable à la construction de bâtiments dans l'enceinte de l'établissement Turbomeca ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste en la construction de cinq bâtiments pour une surface de plancher de 32 840 m<sup>2</sup> dans l'enceinte de l'établissement Turbomeca. Ce projet relève des rubriques :

- 1°) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à étude d'impact systématique « les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation »,

- 36°) du même tableau qui soumet à examen au cas par cas les travaux ou constructions soumis à permis de construire, réalisés en une ou plusieurs phases, lorsque l'opération crée une surface de plancher supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> et inférieure à 40 000 m<sup>2</sup>, sur le territoire d'une commune dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, ou d'une carte communale n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que le projet :

- s'inscrit dans le cadre du projet « CAP 2020 » visant à moderniser et optimiser le fonctionnement de l'établissement,
- prévoit la construction de bâtiments industriels et tertiaires dont une centrale énergie biomasse devant alimenter les installations, la réalisation des réseaux et voiries associées,
- la déconstruction a posteriori de certains bâtiments n'ayant plus d'usage,
- le maintien de l'activité de l'usine à 100 % durant la réalisation des travaux ;

Horaires d'ouverture : 08h30-12h30 / 13h30-17h00  
Tél. : 33 (0) 5 56 24 88 22 – fax : 33 (0) 5 56 24 47 24  
Cité administrative – BP 55 - rue Jules Ferry  
33090 Bordeaux cedex

**Considérant la localisation du projet situé :**

- en zone Uéi (secteur urbain économique destiné à accueillir industrie, artisanat, entrepôt...) du plan local d'urbanisme,
- à environ 80 m du site Natura 2000 – directive « Habitats » - « Dunes modernes du littoral » (FR7200713),
- à environ 650 m de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 modernisation « Dunes littorales du banc de Pineau à l'Adour » (720002372),
- à environ 680 m de la ZNIEFF de type 1 modernisation « Dunes de Tarnos » (720020063),
- à environ 780 m de site Natura 2000 – directive « Habitats » - « Zone humide du Métro » (FR7200725),
- à environ 1,3 km de la ZNIEFF de type 1 « Zone humide du secteur du Métro » (720000954),
- à environ 1,8 km du site Natura 2000 – directive « Habitats » - « L'Adour » (FR7200724) ;

Considérant que l'ensemble des opérations fonctionnellement liées constitue un programme de travaux ;

Considérant que l'établissement Turbomeca bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modificatif du 04/10/2004 au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

- que le projet « CAP 2020 » fera l'objet d'un porter-à-connaissance avec une mise à jour de l'étude d'impact relative à l'autorisation d'exploiter en vigueur incluant les travaux,
- que la demande de permis de construire est l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet ;

Considérant que la centrale énergie biomasse devant être construite fera l'objet d'une étude d'impact dans le cadre du dossier de demande d'autorisation au titre des ICPE ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'opération objet du formulaire n° F07215P0195 **est soumise à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

L'étude d'impact de cette opération est celle relative à l'autorisation ICPE qui devra, dans sa mise à jour, aborder l'ensemble des impacts sur l'environnement et la santé liés au présent projet, tant en phase chantier que d'exploitation.


**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Le Préfet de région,



Pierre DARTOUT

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**  
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**2- décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**

à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

à adresser au Tribunal administratif de Bordeaux

**(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).**